



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

violences à Marseille

Question au Gouvernement n° 4279

Texte de la question

VIOLENCES À MARSEILLE

M. le président. La parole est à M. Guy Teissier.

M. Guy Teissier. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Après l'été meurtrier à Marseille, la mélopée des kalachnikovs continue. Pour la seule journée d'hier, un dealer arraché aux policiers, un jeune blessé par balle et des coups de feu en pleine Canebière. Nous assistons, impuissants, à une flambée incontrôlable de la violence liée aux guerres de territoire auxquelles se livrent les réseaux de revente de stupéfiants. *Les habitants sont terrorisés par ces voyous qui contrôlent leur quartier. L'État de droit n'est qu'un lointain souvenir dans notre ville. Rien n'arrête ces trafiquants sans foi ni loi. Mais que fait le Gouvernement ?*

Vous refuserez de l'admettre, mais certains territoires de Marseille sont devenus invivables et inaccessibles. Ce que je décris n'est pas une fiction, c'est le douloureux quotidien de milliers de Marseillais qui vivent dans ces cités. Le constat est brutal, terrifiant : la violence à l'état brut. Un quotidien loin de la carte postale qu'a pu voir le Président de la République lors de sa visite dans la cité Bassens, qui avait été vidée et nettoyée l'espace d'un matin.

Quatre ans et trois mois après son élection, le Président semble découvrir la mesure d'un problème qui ne date pourtant pas d'hier et sur lequel beaucoup ont préféré fermer les yeux, achetant ainsi la paix sociale dans ces quartiers où nous avons échoué à intégrer les populations étrangères.

M. Erwan Balanant. C'est vous qui auriez dû l'acheter, la paix sociale !

M. Guy Teissier. Il est regrettable que ces promesses arrivent si tard. Je n'ai pas oublié celles de Jean-Marc Ayrault et de Manuel Valls. Aujourd'hui, il faut éviter le déclassement, frapper vite et fort, réformer la loi de 1945, veiller à la bonne application des peines, expulser les délinquants étrangers, suspendre la part allocataire des mineurs délinquants et créer une force policière dédiée à la lutte contre les narcotrafiquants. C'est parce que la plupart des sanctions prononcées par les magistrats ne sont pas appliquées qu'on se trouve face à des délinquants qui se sentent dans l'impunité totale. La France doit remettre la sanction au cœur du processus pénal.

M. Pierre Cordier et M. Thibault Bazin . Il a raison !

M. Guy Teissier. Monsieur le Premier ministre, au-delà des effets d'annonce du Président, que votre Gouvernement compte-t-il faire pour éradiquer ce mal qui répand la terreur et qui ronge les banlieues depuis trop longtemps ? (Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)

M. Pierre Cordier. Bravo !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur. Je vous ai entendu. Pour me rendre dans votre commune une semaine entière toutes les six semaines, je partage une partie de ces constats. Partagez avec moi celui qu'Emmanuel Macron n'est pas responsable de la situation marseillaise qu'on connaît depuis des dizaines d'années. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.)

Même si je n'ai pas l'honneur d'être élu d'une circonscription marseillaise, je ne fais pas le même constat que vous concernant l'action extrêmement courageuse, répétée et continue, partout sur le territoire marseillais, des policiers et des gendarmes mobiles, qui font un travail très important contre les trafiquants de stupéfiants. Il n'y a pas de zone de non-droit à Marseille ou ailleurs (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem. – Protestations sur les bancs du groupe LR), même s'il est vrai que nous avons eu comme héritage 164 points de deal, une absence quasiment totale de caméras de vidéoprotection installées par la municipalité. Dans tous les quartiers nord de Marseille, il n'y en a quasiment pas, celles-ci étant concentrées dans le centre-ville – très important. Mais les problèmes sont dans les quartiers nord : problèmes d'urbanisme, problèmes de transport, problèmes de sécurité, problèmes de concentration de la misère, problèmes d'école, problèmes de service public. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.)

Il manquait 300 policiers à Marseille. Nous les avons fait venir : 100 sont déjà arrivés...

M. Fabien Di Filippo. Ce sont les mêmes qui tournent partout.

M. Gérald Darmanin, ministreet 200 ont été annoncés par le Président de la République. Il manquait des caméras de vidéosurveillance : nous avons annoncé 10 millions d'euros pour en équiper toute la ville de Marseille. Il manquait une quarantaine de magistrats : ils ont été annoncés par le garde des sceaux. Il manquait une volonté politique et franchement, pour l'amour de Marseille, vous pourriez remercier le Président de la République. (Vifs applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)

Données clés

Auteur : [M. Guy Teissier](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4279

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 septembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 septembre 2021](#)